# CNCDH : les musulmans, l'une des minorités les moins acceptées en France

22/03/2018 à 19h04

**La tolérance à l'égard des musulmans s'améliore un peu mais reste bien inférieure à celle concédée aux Noirs, aux juifs et aux Maghrébins, en raison notamment d'une méfiance accrue vis-à-vis de l'islam.**

> *Un rejet qui se reflète dans certains mouvements d'expression, comme la tribune signée par 100 intellectuels sur le site du Figaro lundi, qui alertait sur un prétendu « totalitarisme islamiste ».*

Les Français sont plus tolérants avec les musulmans qu'avant, indique l'indice de tolérance à l'altérité mesuré par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Présidée par Christine Lazerges, professeure de droit et ancienne députée socialiste, la Commission souligne cependant une méfiance grandissante à l'endroit de l'islam.
Remis mercredi 21 mars au premier ministre, ce rapport annuel mesure la perméabilité de la société aux opinions racistes, antisémites et xénophobes, grâce à une batterie de questions posées par sondage. Il en ressort notamment que l'évolution récente de l'opinion à l'égard des musulmans va dans le sens d'un moindre rejet.

Comme pour l'indice (général) de tolérance à l'altérité, qui affiche une quatrième année de hausse, cette plus grande tolérance à l'égard des musulmans en particulier trouve deux explications :

le renouvellement des générations, chaque nouvelle cohorte interrogée ayant grandi dans un environnement plus éduqué et mondialisé que la précédente ;

la façon dont un événement est « cadré » par les responsables politiques et les médias. Ainsi, l'indice avait chuté entre 2004 et 2005, alors que les émeutes en banlieue avaient donné lieu à une couverture parfois jugée caricaturale.

Les musulmans « restent cependant l'une des minorités les moins acceptées, le rejet s'étendant souvent de l'islam à l'ensemble de ses fidèles », souligne la CNCDH, qui évoque même le terme de « cristallisation ». […]

«*L'essor de l'islamisme radical, la multiplication des attentats commis en son nom, les débats autour des signes religieux dans l'espace public ont progressivement mis l'islam au cœur du débat politique, en contribuant à créer, au sein de la société, un malaise général*», reconnaît la Commission.

Ce malaise se traduit, dans le baromètre de la CNCDH, par la prédominance d'opinions comme : «*L'islam est une menace pour l'identité de la France*» (44 % des sondés). Dans le détail, 61 % estiment que le port du voile (non intégral) peut «*poser problème pour vivre en société*» (61 %), et à moindre titre que le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El-Kébir (33 %) et les prières (30 %) ne sont pas compatibles avec la société française. […]